

## Histoire de Saint-Auban

### Les projets ambitieux d'Alais et Camargue, balayés par la guerre de 14-18

En 1855, Henri Merle avait fondé à Salindres, la compagnie Alais et Camargue (A & C) A sa mort en 1877, c'est son coadjuteur Alfred Rangod dit Péchiney, qui lui succède. L'homme est connu autant pour sa maîtrise dans l'amélioration de ses procédés (et de leur rentabilité financière) que par sa méfiance vis-à-vis des nouveautés. Hostile à tout progrès « social », il ne croit ni à l'importance de l'électricité, ni à l'avenir de l'aluminium ! Un barreau de 50 grammes présenté à l'Exposition Universelle de Paris (1855) par Henri Sainte-Claire-Deville, dort, depuis 17 ans, dans une vitrine du laboratoire de Salindres. Même le génial Paul Héroult (24 ans) ne parviendra pas à le faire changer d'avis. Péchiney cède la direction en 1906 à Adrien Badin qui va tout faire pour combler les retards accumulés par « Lou Padré ».

Il construit une usine d'aluminium à Saint-Jean de Maurienne et envoie un prospecteur à Saint-Auban pour acquérir un maximum de terrains entre le Vallon du Barasson et celui du Four-nas. Il y a du vent, de l'eau (Durance et Canal de Manosque), les villages sont loin, le Chemin de Fer est proche des terrains convoités, et pour l'électricité, les projets foisonnent, tous basés sur le canal existant, avec des « variantes » ; exemple : prise à Peipin, turbines à Peyruis !

L'aluminium : il faut d'abord produire de l'alumine (bauxite du Var / Soude chaleur / pression) ; la soude est obtenue en fabriquant du chlore par électrolyse du sel marin. Et ce chlore, il faut obligatoirement le transformer – en chlorures métalliques – ou en solvants chlorés. Plus tard, on fera les deux !

### Les choses traînent...

On arrive au printemps 1915, le sort de nos armées se joue sur la frontière occidentale avec la Belgique. La guerre peut basculer d'un jour à l'autre. Le destin de Saint-Auban ne va pas s'écrire sur la rive droite de la Durance. Il va se jouer à 900 km de là, sur la rive

gauche de L'Yser. Le 22 avril, près d'Ypres, les Allemands lancent la première attaque « aux gaz » de l'Histoire. En quelques jours, on dénombre 15.000 gazés et plus de 1.500 morts. L'État-Major de Joffre connaît ce gaz qui a anéanti sa première ligne. C'est un cytotoxique redoutable que les chimistes nomment « bis (2-chloroethyl) sulfide ». On appellera désormais l'ypérite ou, pour sa couleur et son odeur : le « gaz moutarde ». La France ne dispose que de trois petites unités de chlore liquide. Et celle de la Motte-Breuil est Allemande ! Elle sera réquisitionnée. Il faut aussi du chlore pour fabriquer le chloroforme. Ordre est donné par le ministère de l'Armement à sept compagnies chimiques, de livrer rapidement du chlore aux usines de guerre qui vont se spécialiser dans la fabrication de nombreux gaz de combat : ypérite, aquinite, ou collongite. Pour Alais et Camargue, Adrien Badin prend immédiatement la décision : « ce sera à Saint-Auban » !

### Une usine en 300 jours !

Sous administration militaire, une « mosaïque humaine » va construire une usine et tous ses services et ateliers. Elle est composée d'un encadrement Français avec quelques spécialistes venus de Salindres, de soldats éloignés provisoirement du front, de prisonniers Allemands, d'Européens qui ont fui les zones de combat, d'un fort groupe d'Italiens spécialistes des BTP et d'une multitude de « coloniaux » provenant de l'immense empire Français. Sur le plateau supérieur, la Société des Maisons Moulées installe, pour les premières familles, des ensembles de 2,4 ou 6 logements. On trace des rues nommées provisoirement des lettres A, B, C jusqu'à H. Ces appartements ont chacun un jardin.



On construit également des bâtiments pour les célibataires, il faut loger plus de 400 personnes. Coloniaux et prisonniers iront, sous surveillance militaire, dans des baraquements de fortune près des berges de la Durance. Pour les autres, on réquisitionnera tout ce qui est libre dans les villages environnants, et surtout à Peyruis où A&C a installé son siège, et des dortoirs, dans les locaux utilisés de façon saisonnière, par la sériciculture. Les responsables du Chemin de Fer assureront, par réquisition, jour et nuit, les allers/retours incessants des escouades de travailleurs, entre Saint-Auban, Peipin, Mallemoisson, Malijai et Peyruis. Alais et Camargue paiera quelques indemnités de retard, mais au début de l'été 1916, les premières tonnes de chlore liquéfié, et de chlorure de chaux seront expédiées, presque chaque jour, à l'usine des Poudres et Explosifs de Sorgues.

René Galvez



## Petite histoire du four citoyen

Après avoir emprunté un itinéraire piétonnier fort pittoresque, vous voilà arrivés dans la partie haute du Centre Ancien de Château-Arnoux.

Vous êtes devant la porte d'entrée du four, au-dessus de laquelle un panneau révèle le caractère très singulier de ce dernier. Il s'agit bien d'un « four citoyen » construit en 1793, soit à l'an II de la Première République. Évidemment, son histoire n'est pas banale, bien au contraire, dans la mesure où elle est étroitement liée à celle de cette période révolutionnaire.

En effet, à la suite de la nuit du 4 août 1789, laquelle avait aboli les privilèges et les banalités, puis au décret de l'Assemblée Nationale du 26 septembre 1789, ordonnant l'encastrement de tous les biens nobles et enfin, suite à la suite du serment de fidélité à la Constitution prononcé le 18 juillet 1790 par le marquis Jacques de LOMBARD, seigneur de Château-Arnoux, le « four banal » situé à proximité du château devait théoriquement cesser de fonctionner.

En réalité, il survécut encore deux ans mais avec désormais un fonctionnement citoyen et non plus féodal dans l'attente de la construction d'un nouveau four au quartier de la Gabelle, rue Haute.

Pour réaliser un tel projet, vingt et une personnes s'étaient associées créant le « Syndicat du four ».

Ces vingt et un propriétaires accédaient gratuitement au four mais ils devaient, en contrepartie assurer à tour de rôle, son entretien et son fonctionnement. Véritables socialistes, au sens de l'Économie Sociale et Solidaire d'aujourd'hui, ces vingt et un pionniers autorisaient généralement les autres habitants à faire leur pain, à raison d'une fois par semaine, moyennant une rétribution de l'ordre de trente-six cuits.

Mais évidemment, le pouvoir corrompu du temps a eu progressivement raison de cet état d'esprit humaniste et les propriétaires décidèrent alors, d'un commun accord, soit « d'arrêter » soit « d'affermier » leur « four citoyen ».

Par la suite, après avoir échappé de justesse à la démolition, il fut restauré en août 2007, en tant que four à pain par la municipalité et le 28 novembre 2008, il fut cédé à la commune pour un euro symbolique par Madame Huguette LYONS, descendante de la famille GRANIER à ce jour, unique propriétaire des lieux.

Aujourd'hui, ce « four citoyen » a retrouvé une seconde jeunesse ; une fois par an, le 1er dimanche de septembre, à l'occasion de la « Fête de l'ami du pain » organisée par l'Association du Patrimoine. Ce jour-là, plusieurs milliers de personnes de toute la région lui rendent visite, appréciant au passage la qualité des pains cuits au feu de bois

Jaque Dalcant